

Moyen-Orient et Maghreb

— Parvenir à la stabilisation régionale par un développement inclusif

Les manifestations politiques qui ont ébranlé le Moyen-Orient en 2011 ont abouti dans certains pays à la tenue d'élections démocratiques et à un mouvement de construction de la nation. Cependant, certains problèmes de développement, en partie responsables de ces mouvements, comme le chômage et la pauvreté, subsistent aujourd'hui. D'autres bouleversements politiques et économiques pourraient avoir lieu dans la région si ces problèmes étaient négligés. Le Japon étant tributaire à 90 % du Moyen-Orient et du Maghreb pour ses besoins pétroliers, la paix et la stabilité de cette région jouent un rôle déterminant pour la sécurité de l'économie japonaise.

La JICA travaille pour la paix et la stabilité au Moyen-Orient par une aide pour la démocratisation et la construction de la nation qui, à travers le concept de développement inclusif, cherche à atteindre l'ensemble de la population, et par des efforts constants pour la consolidation de la paix et la reconstruction.

Stratégies d'aide clés

Soutenir la démocratisation, l'emploi et le développement industriel, le développement des ressources humaines, la consolidation de la paix et la reconstruction

Le Moyen-Orient a connu, tout au long de son histoire, de nombreux conflits, tels que la guerre israélo-arabe, la guerre du Golfe et la guerre en Irak. Le Moyen-Orient, parce qu'il abrite une grande partie des ressources énergétiques mondiales, occupe une position cruciale. C'est pourquoi la paix et la stabilité de cette région sont fondamentales, non seulement pour le Japon, mais pour le monde entier.

Les manifestations politiques qui ont eu lieu en Tunisie en janvier 2011 ont rapidement gagné d'autres pays de la région tels que l'Égypte, le Yémen, la Libye et la Syrie. Le mécontentement croissant de la population à l'égard du chômage et des disparités sociales a bientôt cédé la place à une demande de démocratisation, ce qui s'est traduit par une instabilité accrue de la région.

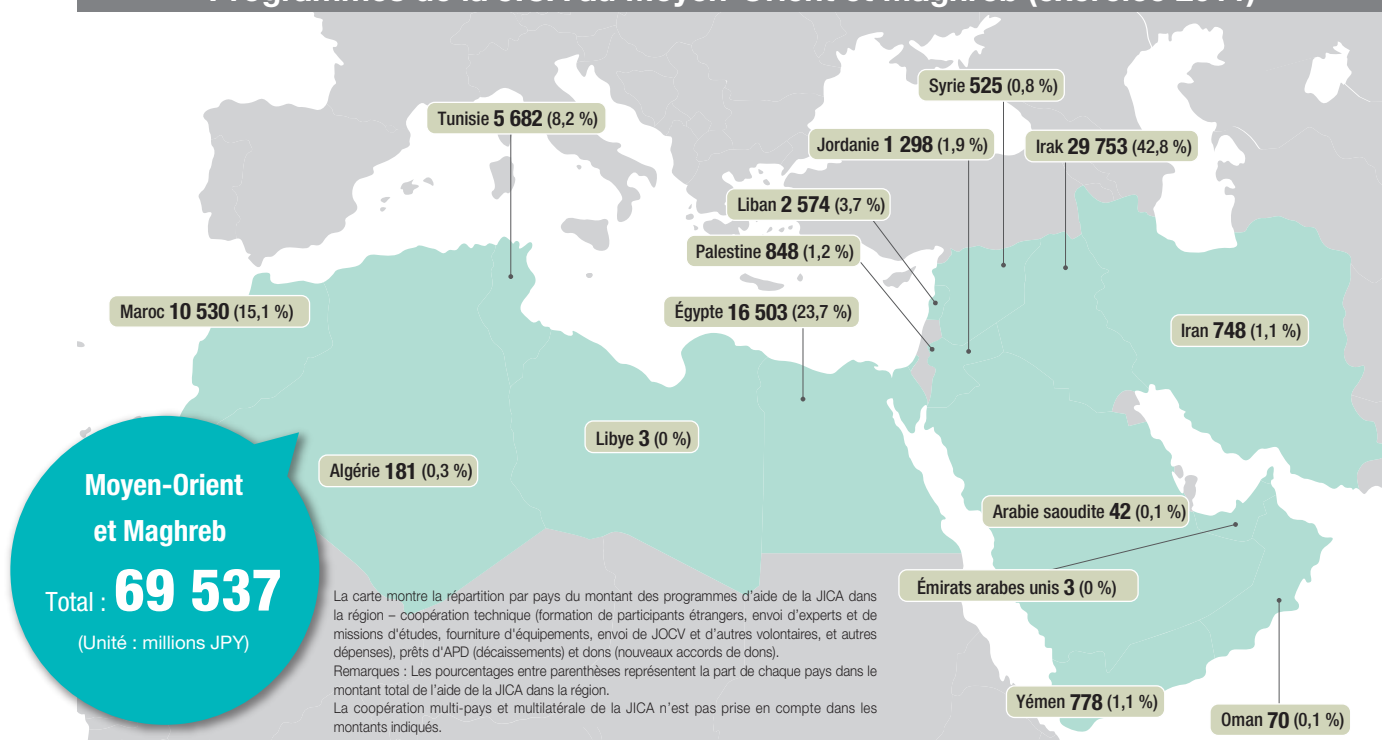
Des mouvements de construction de la nation, se manifestant par la sélection de nouveaux dirigeants par des élections

démocratiques, ont émergé dans de nombreux pays, notamment en Tunisie, en Égypte, au Maroc, en Jordanie, au Yémen et en Libye. Cependant, la situation très instable en Syrie continue de jeter un voile sur l'avenir de la région.

Le fort taux de chômage, surtout parmi les jeunes, pose un problème sérieux dans ces pays. De plus, l'impact économique négatif des bouleversements politiques, notamment sur le tourisme et d'autres industries clés, ne doit pas être négligé. Le mécontentement de la population vis-à-vis de cette situation est susceptible de devenir une source d'instabilité pour toute la région.

En réponse à ces mouvements, le gouvernement japonais a annoncé des mesures d'aide au Moyen-Orient et au Maghreb centrées sur trois axes majeurs ; 1) l'aide à l'instauration d'un « processus politique et d'un gouvernement justes » par la transition institutionnelle et le progrès des réformes ; 2) l'aide à la « création

Programmes de la JICA au Moyen-Orient et Maghreb (exercice 2011)





d'emplois et soutien aux industries » afin de résoudre le sérieux problème du chômage ; et 3) l'aide au « développement des ressources humaines » pour la revitalisation économique et la stabilisation.

Le Japon a gagné la confiance des pays du Moyen-Orient en adoptant une position neutre dans la région. Tout en tirant parti de cette position, la JICA continuera de mener des activités en coordination avec la communauté internationale en se concentrant principalement sur 1) l'aide à la démocratisation ; 2) la création d'emplois et le soutien aux industries ; 3) le développement de ressources humaines qui correspondent aux besoins locaux de chaque pays ; et 4) la consolidation de la paix et la reconstruction (en Irak, en Palestine, au Yémen, en Libye et dans d'autres pays).

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

■ Irak

Les nombreuses guerres et sanctions économiques qui ont frappé l'Irak depuis les années 1980 ont détruit une grande partie des infrastructures socioéconomiques et appauvri la population. Aujourd'hui, de nombreux Irakiens vivent dans une pauvreté abyssale et manquent souvent d'électricité et d'eau salubre. Cependant, l'Irak dispose de l'une des plus grandes réserves de pétrole mondiales et il existe une énorme demande d'infrastructures pour accompagner le fort taux de croissance économique et subvenir aux besoins d'une population dépassant les 30 millions d'habitants. Étant donné le potentiel du pays en tant que marché, la création d'un environnement favorable au secteur privé constitue une autre question importante.

Pour répondre aux besoins de développement et de reconstruction massifs de l'Irak, la JICA apporte une aide dans les quatre domaines prioritaires suivants : 1) le renforcement des secteurs qui soutiennent la croissance économique (améliorer la capacité de production et d'exportation des secteurs pétrolier et gazier, et renforcer la productivité agricole) ; 2) la mobilisation du secteur privé (reconstruire les installations électriques, développer les transports et télécommunications) ; 3) l'amélioration de la qualité de vie (approvisionnement en eau, assainissement, améliorer la qualité des soins médicaux et de l'éducation) ; et 4) le renforcement de la gouvernance (établir les bases de l'administration et valoriser les ressources humaines).

Depuis la fin de la guerre en Irak, la JICA a octroyé 15 prêts d'APD d'un montant total de 364,6 milliards JPY destinés à des projets d'infrastructure cruciaux pour la revitalisation du pays. Par ailleurs, près de 5 000 Irakiens ont reçu une formation dans le cadre de la coopération technique de la JICA.

En août 2011, la JICA a commencé une coopération technique pour le secteur agricole, importante au regard de la diversification industrielle, de la création d'emplois, et d'autres objectifs. Cette coopération comprend l'envoi d'experts japonais pour la première fois depuis la fin de la guerre en Irak. En novembre 2011, le gouvernement du Japon s'est engagé à fournir à l'Irak des nouveaux prêts d'APD pour un montant total de 67 milliards JPY pour quatre projets : deux projets dans les secteurs pétrolier et gazier, la principale industrie en Irak ; un projet dans le secteur des télécommunications, vitales pour dynamiser le secteur privé ; et un projet dans le secteur de la santé afin d'améliorer la qualité de vie de la population irakienne. Par conséquent, le Japon devrait réaliser sa promesse d'accorder 3,5 milliards USD de prêts d'APD annoncée lors de la conférence sur la reconstruction de l'Irak en 2003.

Étude de cas

Projet de modernisation de la raffinerie de Bassora

Amélioration de la qualité et réduction de l'impact environnemental par l'utilisation des technologies japonaises

L'industrie pétrolière est vitale pour l'Irak, représentant environ 70 % du PIB et 90 % des recettes publiques, elle sert en outre de source de devises étrangères. Cependant, la capacité de raffinage du pétrole a fortement décliné à cause des conflits et des sanctions économiques imposées au pays depuis les années 1980. Actuellement, les raffineries irakiennes fonctionnent à 70 % de leur capacité.

La JICA utilise les prêts d'APD pour apporter une aide qui intègre la modernisation de grandes raffineries.

Bien que l'Irak soit un pays producteur de pétrole, la nation est contrainte d'importer du gazole et d'autres produits pétroliers à cause des effets des guerres et des sanctions économiques. Les dépenses imposées par ces importations exercent une pression sur les finances publiques. Alors que l'Irak a des besoins massifs de rétablissement et de reconstruction, le pays doit également entreprendre la modernisation de ses raffineries de toute urgence. L'amélioration des raffineries permettra de prévenir la sortie de devises étrangères provoquée par l'importation de produits pétroliers, voire d'obtenir des devises étrangères par l'exportation de ces produits.

Via un prêt d'APD, la JICA soutient la construction d'une nouvelle installation à la raffinerie de Bassora, l'une des plus grandes d'Irak.

L'installation sera principalement constituée d'une unité de craquage catalytique fluide (CCF). La construction de cette installation permettra de stimuler la productivité de la raffinerie et d'améliorer la qualité de ses produits. Par exemple, la production quotidienne de gazole augmentera de 20 000 barils. Cela permettra également de réduire l'impact environnemental de la raffinerie. C'est la première utilisation d'une unité CCF en Irak. Le stade de la conception est presque terminé et les entreprises japonaises devraient mettre en œuvre ce programme en appliquant le dispositif STEP (« Special Terms for Economic Partnership » ou conditions spéciales de partenariat économique).

Le gouvernement irakien accorde la priorité au développement de l'industrie pétrolière et cherche à moderniser et construire de nombreuses

raffineries. Le gouvernement place de grands espoirs dans les technologies des entreprises japonaises pour l'aider à y parvenir. Les programmes qui établissent un lien entre les technologies japonaises et les besoins de reconstruction en Irak devraient avoir un impact significatif sur l'économie du pays. Par conséquent, ces programmes font l'objet d'une grande attention de la part des responsables gouvernementaux irakiens ainsi que des milieux d'affaires japonais.



La raffinerie de pétrole de Bassora

Pour renforcer le soutien au niveau local, la JICA a ouvert un bureau à Bagdad, la capitale, en août 2011. La JICA apporte une aide importante pour la reconstruction en dialoguant directement avec les responsables gouvernementaux irakiens, à travers des visites sur les sites des projets, et d'autres activités.

■ Palestine

En juillet 2006, le gouvernement japonais a proposé le concept de « Corridor pour la paix et la prospérité », en tant que cadre à moyen et long terme pour la coexistence et la coprosperité d'Israël et de la Palestine. Le concept repose sur l'idée qu'une solution « bi-étatique » est essentielle pour instaurer la paix entre Israël et la Palestine. Le cadre vise à renforcer les bases socioéconomiques des territoires placés sous le contrôle de l'Autorité palestinienne pour assurer une transition en douceur vers un futur État palestinien indépendant et économiquement viable, en bâtissant une relation de confiance avec les pays voisins via une coopération régionale entre la Palestine, Israël et la Jordanie. Afin de faire avancer le concept de « Corridor pour la paix et la prospérité », la JICA apporte une coopération technique destinée à améliorer les technologies agricoles, faciliter la mise en place d'un tourisme durable et stimuler les PME. L'Agence déploie également une coopération technique pour le parc agro-industriel de la région de Jéricho et participe à la construction des infrastructures nécessaires.

En outre, afin de soutenir les futures activités de consolidation de la nation en Palestine, la JICA apporte une aide pour le développement des ressources humaines et le renforcement des institutions dans les sept domaines prioritaires suivants conformément au plan de développement national de la Palestine : 1) développement des PME et promotion du commerce ; 2) agriculture ; 3) tourisme ; 4) gouvernance locale ; 5) finances ; 6) eau et assainissement ; et 7) santé maternelle et infantile.

Depuis 2011, la JICA renforce sa collaboration avec les pays d'Asie de l'Est, spécialement l'Indonésie et la Malaisie, pour le renforcement des capacités du peuple palestinien. Travailler avec ces pays permet d'apporter une aide diversifiée qui utilise les expériences et les ressources des pays d'Asie de l'Est en matière de développement économique et social. Les attentes sont de plus en plus fortes du côté palestinien comme en Asie de l'Est vis-à-vis de cette approche qui permet à un nombre croissant d'acteurs de contribuer à la paix au Moyen-Orient.

■ Égypte

En février 2011, suite aux manifestations prodémocratiques qui ont débuté au mois de janvier, le président égyptien Hosni Moubarak a démissionné de ses fonctions, mettant ainsi fin à un très long mandat. Après la chute de l'administration Moubarak, la constitution égyptienne a été temporairement suspendue et le pouvoir du président a été confié au Conseil supérieur des forces armées. L'Assemblée du peuple a été élue entre novembre 2011 et janvier 2012, et le Conseil de la Choura a été élu en janvier et en février. Cela a été suivi par une élection présidentielle en mai et en juin, et par la prise de pouvoir d'un nouveau président, Mohammed Morsi. Un amendement de la constitution est prévu prochainement. Ce processus devrait permettre un passage du pouvoir des forces armées vers un gouvernement civil.

On attribue l'agitation politique en Égypte au grand nombre de personnes qui, ces dernières années, n'ont pas profité des bénéfices du développement malgré une situation macroéconomique favorable. Par exemple, le chômage des jeunes reste élevé et les populations pauvres subissent la flambée des prix alimentaires.

La JICA assure une coopération qui comprend l'envoi d'experts

en Égypte afin d'établir rapidement un système politique et une gestion administrative équitables. L'une des activités consiste à expliquer les systèmes électoraux et le rôle des médias dans les élections pour préparer la conduite d'élections démocratiques. Un autre volet de l'aide prévoit la création d'un schéma directeur pour un nouveau plan de développement national. De plus, la JICA réalise depuis un certain temps une coopération qui met l'accent sur la croissance durable et la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie, et sur d'autres objectifs. Cette coopération vise à répondre aux changements politiques dans le pays, bien que le changement de gouvernement en Égypte ne modifie pas l'importance des problèmes visés. La JICA apporte une aide en faisant appel à tous les instruments qui sont à sa disposition pour améliorer les conditions de vie en Égypte et utiliser les ressources hydriques limitées de manière efficace. L'Agence mène notamment des programmes d'infrastructure économique pour les transports, l'électricité et dans d'autres secteurs, dont le projet de construction de la ligne n°4 du métro du Grand Caire [➡ voir l'étude de cas, page 117]. L'aide au développement des ressources humaines comprend la création de l'université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST), qui encourage l'intérêt pour les sciences et la technologie en Égypte. D'autres activités portent sur les services de santé à l'école en Haute-Égypte, où le niveau de revenu reste faible, et sur la gestion et les systèmes de réutilisation des eaux usées dans la région du delta du Nil.

■ Maroc

Le Maroc est parvenu à atteindre une croissance économique stable et à réduire la pauvreté. Cela s'explique notamment par les politiques de libéralisation économique mises en place depuis les années 1990, mais aussi par l'adoption depuis 2005 de l'initiative nationale de développement humain (INDH), une mesure centrée sur le développement des ressources humaines afin de réduire la pauvreté et d'éliminer les disparités régionales et sociales. Par conséquent, il n'y a pas eu de troubles significatifs au Maroc, même lors du mouvement politique et économique de 2011. Il n'en reste pas moins que des problèmes urgents subsistent, notamment un fort taux de chômage parmi les jeunes et des disparités sociales et régionales qui expliquent en partie les mouvements populaires au Maroc. Le pays met en œuvre des mesures pour améliorer la situation dans ces deux domaines.

La coopération de la JICA se concentre sur les mesures visant à réduire les disparités sociales et régionales, qui constituent une source d'instabilité sociale, et à parvenir à une croissance économique durable. L'objectif est de contribuer à la stabilisation régionale et à une croissance économique équilibrée au Maroc. Concrètement, la JICA soutient le développement de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones rurales, l'amélioration des environnements urbains, la construction de routes rurales, le développement régional dans la province d'Errachidia, et d'autres programmes. De plus, en coopération avec le gouvernement du Maroc, qui participe activement à la coopération Sud-Sud, la JICA met l'accent sur la formation pour les pays tiers dans le cadre de son programme d'aide aux pays d'Afrique francophones. Une aide est également offerte pour la maintenance des routes, l'amélioration des machines agricoles, ainsi que pour les petites pêcheries, et dans d'autres secteurs.

Tunisie

En Tunisie, le président Zine El Abidine Ben Ali a démissionné de ses fonctions le 14 janvier 2011. Les manifestations populaires et l'agitation politique qui ont entraîné la chute du président ont pris le nom de « révolution du jasmin » d'après le nom de la fleur emblématique de la Tunisie. Cela s'est propagé dans les pays voisins, où d'autres mouvements prodémocratiques sont apparus.

Il était urgent d'organiser des élections après la révolution. La JICA a envoyé des experts électoraux en Tunisie, organisé des séminaires sur les contributions aux partis, les systèmes électoraux et le rôle des médias dans les élections, et elle a mené d'autres activités. Pour l'élection de l'Assemblée constituante en novembre 2011, le responsable et d'autres membres du bureau de la JICA en Tunisie ont pris part à un groupe d'observateurs électoraux établi par le gouvernement japonais. Le vote et le décompte des voix se sont déroulés en présence de la mission de surveillance des élections afin de garantir le respect des règles, de la transparence, de l'équité et de l'efficacité du processus électoral. Cette aide a permis à la Tunisie d'organiser des élections justes et transparentes.

La révolution du jasmin a été déclenchée par le suicide par immolation d'un jeune homme sans emploi. La Tunisie connaît un fort taux de chômage, qui touche de plein fouet les jeunes générations, et plus particulièrement les jeunes diplômés. Les industries doivent encore se développer pour offrir des opportunités d'emploi à ces individus. De plus, les régions où les premières manifestations ont éclaté sont des zones rurales ayant des taux de pauvreté supérieurs à celui de Tunis, la capitale. Par conséquent, il

est également nécessaire de s'atteler à la rectification des disparités régionales.

La JICA déploie une aide pour le développement des industries, la correction des disparités et la protection de l'environnement. Concrètement, parallèlement au développement des infrastructures économiques, telles que les voies ferrées et les routes, par des prêts d'APD, la JICA construit des établissements d'enseignement supérieur et des instituts de recherche, forme du personnel scientifique et technique, et soutient des programmes d'appui à l'économie locale.



Le personnel de la JICA a pris part au groupe d'observateurs japonais pour l'élection de l'Assemblée constituante en Tunisie.

Étude de cas

Mouvement politique et aide de la JICA pour les élections

Aide pour la création d'un nouveau gouvernement en Égypte

Le mouvement politique baptisé « Printemps arabe » a mis un terme à 30 années de pouvoir du président égyptien Hosni Moubarak. Immédiatement après la révolution, le pouvoir politique a été temporairement confié au Conseil supérieur des forces armées plutôt qu'aux forces révolutionnaires. L'Égypte a ensuite dû se pencher sur la création d'un nouveau gouvernement. On dit souvent qu'« il est plus facile de détruire que de construire ». L'Égypte est entrée dans une phase historique avec la création d'une nouvelle assemblée, l'élection d'un président et l'adoption d'une nouvelle constitution. La bonne tenue des élections a été un critère fondamental pour déterminer si le Printemps arabe était synonyme de renouveau en Égypte.

Après la révolution de février 2011, l'Égypte était déterminée à ne plus subir l'influence d'autres pays. Elle s'est donc montrée très prudente avant d'accepter l'aide internationale pour l'organisation d'élections. Cependant, l'Égypte a fait appel à l'aide de la JICA et du Japon parce qu'elle avait confiance en la neutralité politique de ce dernier.

La JICA a envoyé des experts spécialisés dans les élections en Égypte en mars 2011. Par la suite, un séminaire a été organisé sur les élections, au Caire, en juillet. Des experts japonais ont expliqué les systèmes électoraux, la tenue d'élections, l'utilisation des contributions politiques et d'autres questions. L'objectif était de renforcer le cadre de préparation des élections, notamment des commissions électorales et d'autres agences liées qui n'avaient pas encore été créées.

En octobre, peu avant le jour des élections, des experts de la JICA ont organisé un séminaire sur les médias à l'Union égyptienne de radio-télévision (ERTU), l'organisme public de radiodiffusion en Égypte, sur la manière de rendre compte d'élections démocratiques en Égypte et sur l'utilisation des

médias pour démocratiser les élections. En outre, la JICA a fourni du matériel pour le fonctionnement des centres de presse et des salles d'opération, deux nouvelles fonctions des commissions électorales indépendantes du gouvernement. Il y avait notamment des ordinateurs, des équipements pour les vidéoconférences et pour animer un site internet, ainsi que d'autres matériels. La fourniture de cet équipement a permis d'apporter des informations aux électeurs égyptiens sur cette nouvelle élection, d'augmenter le taux de participation et de réduire le nombre de votes invalides.

En partie grâce à ces activités, l'Égypte a pu organiser des élections, conformément à ce qui avait été prévu, en 2011 et en 2012. L'Assemblée du peuple et le Conseil de la Choura se sont réunis. Les Égyptiens ont été informés des résultats de l'élection et ils les ont respectés. La population égyptienne

a compris que les nouvelles assemblées allaient déterminer l'avenir du pays.

La JICA a accumulé des connaissances et une expertise sur l'aide aux élections. Cette aide intègre le respect du droit des habitants d'un pays à prendre des décisions par eux-mêmes, la compréhension de l'efficacité d'une approche duale utilisant des équipements et des connaissances, et la compréhension du fait que le soutien des médias est stratégique pour organiser des élections neutres et justes. La JICA a fait de nouveau une pleine utilisation de ce savoir-faire en Égypte.

Normalement, plusieurs années sont nécessaires pour établir solidement les réformes structurelles et institutionnelles. C'est pourquoi il faudra probablement plus de temps pour que le printemps ne commence véritablement en Égypte. L'aide de la JICA pour les élections en Égypte devrait apporter un soutien au nouveau parlement ainsi qu'aux commissions électorales centrale et régionales permanentes.



La nouvelle Assemblée du peuple égyptienne issue d'élections démocratiques compte, parmi ses membres, des personnes emprisonnées durant l'administration précédente.